

Klasse	Gemeenten	Aantal schepenen	Aantal raadsleden
8	12.000 tot 14.999 inwoners	5	23
9	15.000 tot 19.999 inwoners	5	25
10	20.000 tot 24.999 inwoners	6	27
11	25.000 tot 29.999 inwoners	6	29
12	30.000 tot 34.999 inwoners	7	31
13	35.000 tot 39.999 inwoners	7	33
14	40.000 inwoners en meer	7	35

Classificatie van de gemeenten van het Duitse taalgebied overeenkomstig artikel 7 van het Gemeentedecreet van 23 april 2018

Gemeente	Bevolkingscijfer (1 januari 2018)	Klasse	Aantal schepenen	Aantal raadsleden
Amel	5.477	5	4	17
Büllingen	5.472	5	4	17
Burg-Reuland	3.951	3	3	13
Bütgenbach	5.604	5	4	17
Eupen	19.499	9	5	25
Kelmis	11.045	7	5	21
Lontzen	5.692	5	4	17
Raeren	10.684	7	5	21
Sankt Vith	9.678	7	4	21

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Regering houdende classificatie van de gemeenten overeenkomstig artikel 7 van het Gemeentedecreet van 23 april 2018.
Eupen, 26 april 2018.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
O. PAASCH

De Viceminister-President, Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme,
I. WEYKMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/202063]

29 MARS 2018. — Décret insérant dans le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé des dispositions relatives à l'hébergement collectif de personnes en difficultés prolongées (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans la première partie, livre IV, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, il est inséré un titre V intitulé « De l'hébergement collectif de personnes en difficultés prolongées ».

Art. 3. Dans le titre V du même Code, inséré par l'article 2, il est inséré un article 47/4 rédigé comme suit :

« Art. 47/4. Les maisons d'hébergement collectif au sens de l'article 694/15 qui ne bénéficient pas d'une autorisation de fonctionnement du Gouvernement dans le cadre du présent code ou en vertu d'autres législations sont interdites. En cas de fermeture de ces structures, l'Agence est chargée de superviser les actions pour veiller à ce que les personnes fragilisées soient correctement protégées. ».

Art. 4. Dans la deuxième partie du même Code, il est inséré un livre VIII intitulé « Les maisons d'hébergement collectif de personnes en difficultés prolongées ».

Art. 5. Dans le livre VIII du même Code, inséré par l'article 4, il est inséré un chapitre 1^{er} intitulé « Définitions ».

Art. 6. Dans le chapitre 1^{er} du même Code, inséré par l'article 5, il est inséré un article 694/15 rédigé comme suit :

« Art. 694/15. Dans le présent livre, on entend par :

1° maison d'hébergement collectif : l'établissement qui :

- sous quelque dénomination que ce soit, offre un hébergement contre paiement à des personnes en difficultés prolongées au sens du point 3° et,

- ne bénéficie d'aucun agrément du Gouvernement pour cette activité;

2° hébergement : logement doté d'un espace privatif ainsi que de pièces communes et d'accompagnement individuel destiné à aider au niveau physique, mental ou social la personne en difficultés prolongées;

3° personne en difficultés prolongées : personne majeure caractérisée par des fragilités au niveau social, mental ou physique qui ne trouve pas de logement privatif ou qui ne peut pas être accueillie dans une des structures d'hébergement reconnues en vertu d'un autre livre du présent Code;

4° résident : personne en difficultés prolongées qui séjourne dans une maison d'hébergement collectif;

5° reconnaissance : autorisation de fonctionnement délivrée par le Gouvernement;

6° directeur : personne responsable de la gestion journalière de l'établissement. ».

Art. 7. Dans le livre VIII du même Code, inséré par l'article 4, il est inséré un chapitre II intitulé « Reconnaissance ».

Art. 8. Dans le chapitre II du même Code, inséré par l'article 7, il est inséré une section 1 intitulée « Octroi, suspension, réduction et retrait ».

Art. 9. Dans la section 1 du même Code, insérée par l'article 8, il est inséré un article 694/16 rédigé comme suit :

« Art. 694/16. Toute maison d'hébergement collectif doit bénéficier d'une reconnaissance octroyée par le Gouvernement.

La reconnaissance est établie sur base d'un rapport de l'Agence répondant aux exigences fixées par le Gouvernement.

Les critères et la procédure d'octroi de l'autorisation sont également arrêtés par le Gouvernement. ».

Art. 10. Dans la même section 1 du même Code, il est inséré un article 694/17 rédigé comme suit :

« Art. 694/17. § 1^{er}. La reconnaissance peut être suspendue, réduite ou retirée pour cause d'inobservation des dispositions du présent livre ou des dispositions prises en vertu de celui-ci.

La suspension a pour effet d'interdire l'hébergement de nouvelles personnes en difficultés prolongées. Le délai de suspension est calculé en fonction du temps nécessaire pour que la maison d'hébergement collectif se mette en règle avec les normes.

La réduction a pour effet de diminuer la capacité d'hébergement.

La reconnaissance est automatiquement retirée si la décision de réduction n'est pas effectivement mise en pratique dans les six mois de sa notification à la direction.

§ 2. La fin de la reconnaissance peut être accompagnée, en cas de manquements graves et répétés, constatés par les rapports d'inspection et les plaintes multiples de résidents, d'une décision de fermeture d'urgence.

§ 3. Le Gouvernement fixe les procédures d'octroi, de renouvellement, de suspension, de réduction et de retrait de la reconnaissance. ».

Art. 11. Dans la même section 1 du même Code, il est inséré un article 694/18 rédigé comme suit :

« Art. 694/18. Le Gouvernement fixe les modalités de recours en cas de refus, de suspension, de réduction ou de retrait de la reconnaissance.

En cas de fermeture de ces structures, l'Agence est chargée de superviser les actions pour veiller à ce que les personnes fragilisées soient correctement protégées.

Le recours n'est pas suspensif. ».

Art. 12. Dans le chapitre II du même Code, inséré par l'article 7, il est inséré une section 2 intitulée « Pouvoir organisateur ».

Art. 13. Dans la section 2 du même Code, insérée par l'article 12, il est inséré un article 694/19 rédigé comme suit :

« Art. 694/19. Le pouvoir organisateur de la maison d'hébergement collectif doit être une personne morale.

Son siège d'activité doit être situé dans une commune de la Région de langue française. ».

Art. 14. Dans le chapitre II du même Code, inséré par l'article 7, il est inséré une section 3 intitulée « Infrastructure ».

Art. 15. Dans la section 3 du même Code, insérée par l'article 14, il est inséré un article 694/20 rédigé comme suit :

« Art. 694/20. Une maison d'hébergement collectif doit :

1° être située dans une commune francophone de la Région wallonne;

2° disposer d'une capacité d'hébergement de jour comme de nuit d'au moins huit personnes en difficultés prolongées;

3° disposer de chambres, c'est-à-dire d'espaces privatifs destinés aux résidents, répondant toutes aux caractéristiques suivantes :

a) être destinée à deux résidents au maximum;

b) être d'une superficie d'au moins 10 m² pour une personne seule et de 15 m² si elles sont occupées par deux personnes;

c) être équipée de mobiliers par les résidents qui les occupent ou, à défaut, par la maison d'hébergement collectif. Le mobilier doit comprendre au minimum un lit (ou un lit double pour un couple), une chaise, une table et un placard ou une armoire pour entreposer des vêtements;

d) être équipée d'un point d'eau potable;

e) être équipée d'une fenêtre avec une ouverture vers l'extérieur;

f) être équipée d'une prise électrique 220 V sécurisée;

4° disposer d'un équipement collectif comprenant au minimum :

a) une salle commune d'une superficie d'au moins 12 m² augmentée d'1 m² par résident, constituant un lieu de rencontre et de convivialité pour les résidents qui le souhaitent;

b) un réfectoire d'une superficie d'au moins 10 m² augmentée d'1 m² par résident;

c) une cuisine contenant au minimum un évier avec eau chaude et froide, des revêtements de sol et murs lavables, une table de cuisson et un frigo;

d) de sanitaires séparés selon le genre et comprenant au moins une douche et/ou baignoire pour 4 résidents. ».

Art. 16. Dans le même chapitre II du même Code, il est inséré une section 4 intitulée « Documents obligatoires ».

Art. 17. Dans la section 4 du même Code, insérée par l'article 16, il est inséré un article 694/21 rédigé comme suit :

« Art. 694/21, § 1^{er}. La maison d'hébergement collectif doit toujours disposer :

1° d'une attestation de sécurité délivrée depuis moins de quatre ans par le bourgmestre;

2° de la souscription à une police d'assurance en responsabilité civile exploitation (qui prévoit que le résident garde la qualité de tiers) et en responsabilité civile objective incendie ou explosion.

Ces documents doivent être détenus au sein de l'établissement et produits sur simple demande.

§ 2. La maison d'hébergement collectif doit également afficher, à un endroit central et accessible pour tout résident ou visiteur, les informations à jour suivantes :

- les heures de visite ou d'ouverture;
- les tarifs de l'hébergement et les tarifs de tous les services offerts par la maison d'hébergement collectif;
- le règlement d'ordre intérieur;
- la liste du personnel;
- la liste des résidents;
- le plan du bâtiment et un numéro d'urgence. ».

Art. 18. Dans le même chapitre II du même Code, il est inséré une section 5 intitulée « Personnel ».

Art. 19. Dans la section 5 du même Code, insérée par l'article 18, il est inséré un article 694/22 rédigé comme suit :

« Art. 694/22, § 1^{er}. La maison d'hébergement collectif doit disposer d'un personnel répondant aux caractéristiques suivantes :

- une fonction de coordination remplie par un directeur présent sur place au moins une journée par semaine;
- une fonction d'accompagnement visant la réalisation du projet collectif et l'accompagnement des résidents sur la base d'une norme arrêtée par le Gouvernement, avec un minimum d'un demi équivalent temps plein;
- une fonction logistique comprenant du personnel de cuisine et d'entretien, interne ou externe en fonction du profil des résidents.

§ 2. Chaque membre du personnel doit être titulaire d'un extrait de casier judiciaire du modèle visé à l'article 595 du Code d'instruction criminelle, exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles.

§ 3. Les fonctions de coordination, d'accompagnement et de logistique doivent être remplies par au moins trois personnes physiques différentes.

§ 4. La fonction de coordination est remplie par une personne titulaire d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur reconnu par la Communauté française. Cette condition ne s'applique pas aux établissements existants qui respectent les autres conditions du présent livre si le directeur exerce sa profession depuis au moins dix ans. Le Gouvernement ou son délégué détermine la formation complémentaire qui peut être imposée aux personnes exerçant la fonction de coordination et les conditions du suivi de cette formation.

§ 5. La fonction d'accompagnement ne peut être remplie que par les titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, reconnu par la Communauté française, dans le domaine de l'aide ou des soins, dont la liste est arrêtée par le Gouvernement. ».

Art. 20. Dans le même chapitre II du même Code, il est inséré une section 6 intitulée « Missions ».

Art. 21. Dans la section 6 du même Code, insérée par l'article 20, il est inséré un article 694/23 rédigé comme suit :

« Art. 694/23, § 1^{er}. La maison d'hébergement collectif doit :

a) exercer ses missions sans opérer, à l'égard des personnes en difficultés prolongées, de distinction de nationalité, de croyance, d'opinion ou d'orientation sexuelle, dans le respect des convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses des intéressés;

b) disposer d'un projet de vie reprenant l'ensemble des objectifs et moyens définis par une maison d'hébergement collectif pour :

- favoriser le vivre ensemble au sein de l'établissement;
- par le biais de diverses activités, resocialiser les résidents et les rendre plus autonomes;
- si les besoins physiques, mentaux ou sociaux du résident le requièrent ou s'il en exprime le désir, aider chaque résident à trouver une place d'hébergement plus adaptée ou un logement privatif;

c) disposer de conventions de collaborations avec des institutions agréées dans le cadre du présent Code, établissant que la maison d'hébergement collectif est en mesure de faire appel, en cas de besoin, à des professionnels ou à des services actifs en matière médicale, psychologique ou sociale en fonction du profil des résidents;

d) offrir une permanence téléphonique de nuit sauf si le profil des résidents nécessite une présence permanente sur place;

e) organiser un service de repas sauf si tous les résidents ont les capacités de se préparer tous leurs repas seuls.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités d'élaboration et d'évaluation et le modèle du projet de vie visé au paragraphe 1^{er}.

En fonction du profil des résidents, le Gouvernement précise les exigences reprises au § 1^{er}, c), d) et e), dans la reconnaissance délivrée à une maison d'hébergement collectif, en application du présent livre. ».

Art. 22. Dans le même chapitre II du même Code, inséré par l'article 7, il est inséré une section 7 intitulée « Accueil des résidents ».

Art. 23. Dans la section 7 du même Code, insérée par l'article 22, il est inséré un article 694/24 rédigé comme suit :

« Art. 694/24. La maison d'hébergement collectif est tenue d'héberger toute personne qui en fait la demande, sauf :

1° lorsque la capacité maximale d'hébergement est atteinte;

2° lorsque la personne n'est pas en mesure de prendre en charge le coût de l'hébergement et des services. ».

Art. 24. Dans le même chapitre II du même Code, il est inséré une section 8 intitulée « Registres ».

Art. 25. Dans la section 8 du même Code, insérée par l'article 24, il est inséré un article 694/25 rédigé comme suit :

« Art. 694/25. La maison d'hébergement collectif tient un registre des demandes non rencontrées. Chaque demande contient la date de la demande, le nom de la personne et la raison pour laquelle l'hébergement a été refusé. Le Gouvernement fixe la fréquence à laquelle cette liste est transmise à ses services. ».

Art. 26. Dans la même section 8 du même Code, il est inséré un article 694/26 rédigé comme suit :

« Art. 694/26. La maison d'hébergement collectif tient un registre des résidents comprenant le prénom et le nom de chaque résident, sa date et son lieu de naissance ainsi que la date de son entrée dans la maison.

Chaque fin de séjour est inscrite dans le registre avec la date, le motif de la fin de séjour et la destination lorsque cette dernière est connue. ».

Art. 27. Dans le même chapitre II du même Code, il est inséré une section 9 intitulée « Dossier individuel ».

Art. 28. Dans la section 9 du même Code, insérée par l'article 27, il est inséré un article 694/27 rédigé comme suit :

« Art. 694/27. La maison d'hébergement collectif ouvre un dossier individuel pour tout résident.

Ce dossier comprend les documents administratifs et financiers relatifs à la situation du résident.

Il reprend au minimum les informations suivantes :

- l'identification complète du résident;
- le nom de son médecin traitant;
- le cas échéant, le nom et les coordonnées de son administrateur de biens;
- la convention individuelle d'hébergement;
- les décomptes de facture individuels;
- le dossier social du résident.

Le dossier individuel est accessible au résident à sa demande pendant les heures de visite. Il est également accessible lors des inspections.

Le dossier individuel doit être conservé au minimum de façon électronique pendant au moins dix ans après le départ du résident. ».

Art. 29. Dans le même chapitre II du même Code, il est inséré une section 10 intitulée « Convention d'hébergement individuelle ».

Art. 30. Dans la section 10 du même Code, insérée par l'article 29, il est inséré un article 694/28 rédigé comme suit :

« Art. 694/28. Chaque résident bénéficie d'une convention d'hébergement individuelle spécifiant les conditions, les tarifs de l'hébergement, le projet de vie de l'établissement, les droits du résident repris dans l'article 694/32 et le règlement d'ordre intérieur.

Cette convention doit être signée par le directeur et par le résident, son administrateur de biens ou la personne que le résident aura désignée comme personne de confiance, préalablement à l'admission du résident.

La convention oblige le résident à prendre une assurance en responsabilité civile.

Le Gouvernement définit le contenu et les modalités de la convention d'hébergement individuelle. ».

Art. 31. Dans le même chapitre II du même Code, il est inséré une section 11 intitulée « Participation financière ».

Art. 32. Dans la section 11 du même Code, insérée par l'article 31, il est inséré un article 694/29 rédigé comme suit :

« Art. 694/29. La maison d'hébergement collectif peut demander aux résidents une participation financière en fonction des services offerts et des tarifs affichés selon le prescrit de l'article 694/21.

Chaque résident doit être informé précisément, avant son entrée dans la maison d'hébergement collectif, du prix qui lui sera facturé mensuellement pour l'hébergement et les services offerts.

Le résident doit être également informé précisément de ce qui est compris dans le prix minimum de l'hébergement.

Il doit être informé de ce qu'il peut refuser parmi les services offerts et de ce qui lui sera facturé automatiquement.

Un changement de tarif ne peut être appliqué que s'il est prévu expressément dans la convention individuelle signée par le résident et le directeur de l'établissement.

Si la convention prévoit une possibilité de revoir les tarifs, toute modification doit être notifiée au résident ou à son administrateur de bien au plus tard trois mois avant l'application du nouveau tarif. ».

Art. 33. Dans la même section 11 du même Code, il est inséré un article 694/30 rédigé comme suit :

« Art. 694/30. Au moins une fois par mois, le résident est tenu informé par écrit de sa situation financière et, pour le mois écoulé, du montant de la participation financière visée à l'article 694/29. ».

Art. 34. Dans la même section 11 du même Code, il est inséré un article 694/31 rédigé comme suit :

« Art. 694/31. La maison d'hébergement collectif doit satisfaire aux exigences minimales en matière de salubrité et d'hygiène.

La fonction logistique est en outre tenue d'assurer :

- le nettoyage journalier de l'équipement collectif et, à tout le moins, hebdomadaire des logements individuels;
- le remplacement bimensuel de la literie. Toutefois, si celle-ci est souillée, elle est immédiatement remplacée. ».

Art. 35. Dans le chapitre II du même Code, inséré par l'article 7, il est inséré une section 12 intitulée « Droits du résident ».

Art. 36. Dans la section 12 du même Code, insérée par l'article 35, il est inséré un article 694/32 rédigé comme suit :

« Art. 694/32. § 1^{er}. Chaque résident doit recevoir une information relative aux services sociaux établis dans la commune et environs où se trouve la maison d'hébergement collectif (type de services proposés, coordonnées, heures d'ouverture).

Cette information peut être affichée conformément aux dispositions de l'article 694/20.

§ 2. Le résident, son administrateur de biens ou la personne que le résident aura désignée comme personne de confiance pourra à tout moment pendant les heures d'ouverture du service :

- consulter le dossier individuel du résident;
- visiter les espaces communs et la chambre du résident;
- consulter les tarifs en vigueur.

§ 3. Si le résident fait la demande de quitter la maison d'hébergement collectif, il doit être accompagné et aidé dans sa recherche d'un logement privatif ou d'un autre hébergement plus adapté.

§ 4. Le résident doit également être aidé s'il souhaite recevoir ou aller voir un intervenant extérieur dans le domaine médical, de l'aide et des soins.

§ 5. L'aide et l'accompagnement visés aux paragraphes 3 et 4 sont réalisées par un service extérieur, si celui-ci est disponible, ou, à défaut, par la personne exerçant la fonction d'accompagnement. ».

Art. 37. Dans le chapitre II du même Code, inséré par l'article 7, il est inséré une section 13 intitulée « Règlement d'ordre intérieur ».

Art. 38. Dans la section 13 du même Code, insérée par l'article 37, il est inséré un article 694/33 rédigé comme suit :

« Art. 694/33. La maison d'hébergement collectif doit disposer d'un règlement d'ordre intérieur remis aux résidents dès leur arrivée.

Dans le règlement d'ordre intérieur, il est prévu au minimum que le résident a le droit d'inviter des personnes, relations ou intervenants, dans son espace privatif dans la mesure où cela ne perturbe pas les autres résidents.

Un canevas de règlement d'ordre intérieur avec des règles minimales est défini par le Gouvernement et imposé aux maisons d'hébergement collectif. ».

Art. 39. Dans le livre VIII du même Code, inséré par l'article 4, il est inséré un chapitre III intitulé « Contrôle et sanctions ».

Art. 40. Dans le chapitre III du même Code, inséré par l'article 39, il est inséré une section 1 intitulée « Contrôle ».

Art. 41. Dans la section 1 du même Code, insérée par l'article 40, il est inséré un article 694/34 rédigé comme suit :

« Art. 694/34. Le contrôle administratif et qualitatif des maisons d'hébergement collectif bénéficiant d'une reconnaissance dans le cadre du présent livre est assuré par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement. Ces fonctionnaires sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi. Ils sont tenus de prêter, devant le juge de leur domicile, le serment prescrit par le décret du 20 juillet 1831. Dans l'exercice de leurs missions, ils peuvent :

1° procéder à tout examen, contrôle, enquête et recueillir toute information qu'ils estiment nécessaire, notamment :

a) interroger toute personne sur tout fait dont la connaissance est utile à l'exercice de la surveillance;

b) se faire produire ou rechercher tout document utile à l'accomplissement de leur mission, en prendre copie ou l'emporter contre récépissé;

2° dresser des procès-verbaux de constatation manquements qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie en est notifiée dans les quinze jours de la constatation des faits à l'exploitant et à l'auteur des faits. En cas de visite dans des locaux constitutifs d'un domicile et à défaut de l'accord de l'occupant, sauf en cas d'extrême urgence lorsque l'assistance de la personne hébergée en danger le requiert, les fonctionnaires visés ci-avant n'ont accès à ces locaux qu'en vertu d'une autorisation du juge du tribunal de police ou de son suppléant. Le fonctionnaire délégué pourra fixer au contrevenant un délai destiné à lui permettre de se mettre en règle; ce délai ne peut être prolongé qu'une seule fois. Il en informe le bourgmestre de la commune où est situé l'établissement;

3° d'interpeller le bourgmestre de la commune où se situe l'établissement. ».

Art. 42. Dans le même chapitre III du même Code, il est inséré une section 2 intitulée « Médiation ».

Art. 43. Dans la section 2 du même Code, insérée par l'article 42, il est inséré un article 694/35 rédigé comme suit :

« Art. 694/35. Il est créé au sein des services de l'Agence une fonction de médiation visant à récolter les demandes des résidents des maisons d'hébergement collectif. Le Gouvernement détermine le champ de compétence et les modalités d'organisation de la fonction de médiation. ».

Art. 44. Dans le même chapitre III du même Code, il est inséré une section 3 intitulée « Sanctions ».

Art. 45. Dans la section 3 du même Code, insérée par l'article 44, il est inséré un article 694/36 rédigé comme suit :

« Art. 694/36. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de 25 à 2.000 euros ou d'une de ces peines seulement celui qui, directement ou indirectement, et tout en exerçant une activité ou un mandat dans une maison d'hébergement collectif :

1° gère de façon non individualisée les comptes des personnes hébergées;

2° par ruse, contrainte, menace, fausse promesse ou en profitant de l'état de faiblesse ou de maladie, se sera fait remettre des biens appartenant à une personne hébergée;

3° administre les fonds ou biens des hébergés, sauf dans le respect des conditions éventuellement prévues en accord avec ces derniers;

4° retient un résident contre sa volonté au sein de la maison d'hébergement collectif. ».

Art. 46. Dans le livre VIII du même Code, inséré par l'article 4, il est inséré un chapitre IV intitulé « Dispositions transitoires et finales ».

Art. 47. Dans le chapitre IV du même Code, inséré par l'article 46, il est inséré une section 1 intitulée « Dispositions transitoires ».

Art. 48. Dans la section 1 du même Code, insérée par l'article 47, il est inséré un article 694/37 rédigé comme suit :

« Art. 694/37. Les maisons d'hébergement collectif qui sont actives sous quelque dénomination que ce soit avant l'entrée en vigueur du présent livre disposent d'une période d'un an pour introduire une demande de reconnaissance et d'une période de trois ans pour obtenir une reconnaissance de la Région. ».

Art. 49. Dans la même section 1 du même Code, il est inséré un article 694/38 rédigé comme suit :

« Art. 694/38. La maison d'hébergement collectif dont l'activité a commencé avant le 1^{er} juillet 2018 a 15 ans pour se mettre en ordre au niveau de l'infrastructure, à condition d'élaborer un plan concret détaillant les actions qui seront réalisées année par année pour se conformer au décret.

Le Gouvernement fixe les modalités de la procédure de mise aux normes. ».

Art. 50. Dans la même section 1 du même Code, il est inséré un article 694/39 rédigé comme suit :

« Art. 694/39. Le Gouvernement détermine la manière dont est évalué le dispositif inscrit dans le présent livre. ».

Art. 51. Dans le chapitre IV du même Code, 4 inséré par l'article 46, il est inséré une section 2 « Dispositions finales. ».

Art. 52. Dans la section 2 du même Code, insérée par l'article 51, il est inséré un article 694/40 rédigé comme suit :
« Art. 694/40. Le présent décret entre en vigueur au jour fixé par le Gouvernement dans l'arrêté d'exécution, au plus tard six mois après la publication du présent livre au *Moniteur belge*. ».

Art. 53. Dans la même section 2 du même Code, il est inséré un article 694/41 rédigé comme suit :
« Art. 694/41. Sur proposition de l'Agence, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le ministre peut allouer aux maisons d'hébergement collectif reconnues une intervention couvrant des dépenses liées à l'accompagnement social et à l'intégration des résidents sur la base d'une convention de revalidation au sens de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6^o, du présent Code. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 29 mars 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche,
de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux,
du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 1029 (2017-2018) N^{os} 1 à 8.

Compte rendu intégral, séance plénière du 28 mars 2018.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/202063]

29 MAART 2018. — Decreet tot invoeging van bepalingen betreffende de collectieve huisvesting van personen in langdurige moeilijkheden in het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In Deel I, Boek IV, van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, wordt een titel V ingevoegd met als opschrift "Collectieve huisvesting van personen in langdurige moeilijkheden".

Art. 3. In titel V van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel 47/4 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 47/4. De huizen voor collectieve huisvesting in de zin van artikel 694/15 die geen werkingsvergunning van de Regering genieten in het kader van dit wetboek of krachtens andere wetgevingen zijn verboden. In geval van sluiting van deze structuren wordt het Agentschap belast met het toezien op de acties om er voor te zorgen dat de ontredderde personen correct worden beschermd."

Art. 4. In Deel II van hetzelfde Wetboek, wordt een boek VIII ingevoegd met als opschrift "Huizen voor collectieve huisvesting van personen in langdurige moeilijkheden".

Art. 5. In boek VIII van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 4, wordt een hoofdstuk I ingevoegd met als opschrift "Begripsomschrijvingen".

Art. 6. In hoofdstuk I van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 5, wordt een artikel 694/15 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 694/15. In dit boek wordt verstaan onder :

1^o huis voor collectieve huisvesting : de inrichting die :

- onder welke benaming dan ook, huisvesting tegen betaling verleent aan personen in langdurige moeilijkheden in de zin van punt 3^o en,

- over geen erkenning van de Regering beschikt voor deze activiteit;

2^o huisvesting : woning uitgerust met een privative ruimte alsook met gemeenschappelijke en individuele begeleidingsruimten die bestemd zijn om de personen in langdurige moeilijkheden op fysiek, mentaal of sociaal vlak te helpen;

3^o persoon in langdurige moeilijkheden: meerderjarige persoon gekenmerkt door een broos sociaal, mentaal of fysiek bestaan die geen privative woning vindt of die niet kan opgevangen worden in een van de structuren voor huisvesting erkend krachtens een ander boek van dit Wetboek;

4° bewoner : persoon in langdurige moeilijkheden die in een huis voor collectieve huisvesting verblijft;

5° erkenning : werkingsvergunning verleend door de Regering;

6° directeur : persoon verantwoordelijk voor het dagelijks bestuur van de inrichting.”.

Art. 7. In boek VIII van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 4, wordt een hoofdstuk II ingevoegd met als opschrift "Erkenning".

Art. 8. In hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 7, wordt een afdeling 1 ingevoegd met als opschrift "Toekenning, schorsing, beperking en intrekking".

Art. 9. In afdeling 1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel 694/16 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 694/16. Elk huis voor collectieve huisvesting moet beschikken over een erkenning toegekend door de Regering.

De erkenning wordt opgesteld op basis van een verslag van het Agentschap dat voldoet aan de eisen vastgelegd door de Regering.

De criteria en de procedure voor de toekenning van de vergunning worden ook vastgelegd door de Regering.”.

Art. 10. In dezelfde afdeling 1 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 694/17 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 694/17. § 1. De erkenning kan opgeschort, beperkt of ingetrokken worden wegens niet-inachtneming van verschillende bepalingen van dit boek of van de bepalingen genomen krachtens dit decreet.

De opschorting heeft tot gevolg dat de huisvesting van nieuwe personen in langdurige moeilijkheden verboden wordt. De opschortingstermijn wordt berekend in functie van de tijd die nodig is voor het huis voor collectieve huisvesting om zich in orde te stellen met de normen.

De beperking heeft tot gevolg de huisvestingscapaciteit te verminderen.

De erkenning wordt automatisch ingetrokken als de beslissing tot beperking niet effectief wordt toegepast binnen de zes maanden van de kennisgeving ervan aan de directie.

§ 2. Het einde van de erkenning kan vergezeld gaan van een beslissing tot dringende sluiting, in geval van ernstige en herhaalde tekortkomingen, vastgesteld door de inspectieverslagen en de talrijke klachten van de bewoners.

§ 3. De Regering stelt de procedures vast voor de toekenning, de hernieuwing, de opschorting, de beperking en de intrekking van de erkenning.”.

Art. 11. In dezelfde afdeling 1 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 694/18 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 694/18. De Regering stelt de modaliteiten vast voor het beroep in geval van weigering, opschorting, beperking of intrekking van de erkenning.

In geval van sluiting van deze structuren wordt het Agentschap belast met het toezien op de acties om er voor te zorgen dat de ontreedde personen correct worden beschermd.”.

Het beroep is niet opschortend.”.

Art. 12. In hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 7, wordt een afdeling 2 ingevoegd met als opschrift "Inrichtende macht".

Art. 13. In afdeling 2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 12, wordt een artikel 694/19 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 694/19. De inrichtende macht van het huis voor collectieve huisvesting moet een rechtspersoon zijn.

Zijn activiteitenzetel moet in een gemeente van het Franse taalgebied gelegen zijn.”.

Art. 14. In hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 7, wordt een afdeling 3 ingevoegd met als opschrift "Infrastructuur".

Art. 15. In afdeling 3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 14, wordt een artikel 694/20 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 694/20. Een huis voor collectieve huisvesting moet :

1° gelegen zijn in een Franstalige gemeente van het Waals Gewest;

2° over een huisvestingscapaciteit beschikken zowel overdag als 's nachts van minstens acht personen in langdurige moeilijkheden;

3° over kamers beschikken, namelijk privatieve ruimten bestemd voor de bewoners, die allemaal aan de volgende kenmerken voldoen :

a) bestemd zijn voor maximum twee bewoners;

b) een oppervlakte hebben van minstens 10 m² voor een alleenstaand persoon en van 15 m² als ze door twee personen worden ingenomen;

c) met meubilair uitgerust zijn door de bewoners die ze innemen of, bij gebrek, door het huis voor collectieve huisvesting. Het meubilair moet minstens bestaan uit een bed (of een tweepersoonsbed voor een echtpaar) een stoel, een tafel en een wandkast of een kast om de kleren te bergen;

d) uitgerust zijn met een tappunt voor drinkwater;

e) uitgerust zijn met een raam met opening naar buiten;

f) uitgerust zijn met een beveiligd stopcontact 220 V;

4° over een collectieve uitrusting beschikken die minstens het volgende bevat :

a) een gemeenschapsruimte met een oppervlakte van minstens 12 m² vermeerderd met een 1 m² per bewoner, die een ontmoetings- en gezelligheidsplaats vormt voor de bewoners die het wensen;

b) een referer met een oppervlakte van minstens 10 m² vermeerderd met 1 m² per bewoner;

c) een keuken met minstens een wastafel met warm en koud water, wasbare vloerbedekkingen en wanden, een kookplaat en een koelkast;

d) sanitaire ruimten die naar geslacht zijn ingedeeld en die minstens een douche en/of badkuip voor 4 bewoners bevatten.”.

Art. 16. In hetzelfde hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 4 ingevoegd met als opschrift "Verplichte documenten".

Art. 17. In afdeling 4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 16, wordt een artikel 694/21 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 694/21, § 1. Het huis voor collectieve huisvesting moet altijd over het volgende beschikken :

1° een veiligheidsattest afgeleverd sinds minder dan vier jaar door de burgemeester;

2° het sluiten van een verzekering in burgerlijke aansprakelijkheid uitbating (die voorziet dat de bewoner de hoedanigheid van derde bewaart) en in objectieve burgerlijke aansprakelijkheid brand of ontploffing.

Deze documenten moeten in de inrichting worden bewaard en op gewoon verzoek worden voorgelegd.

§ 2. Het huis voor collectieve huisvesting moet ook, op een centrale plaats en die toegankelijk is voor elke bewoner of bezoeker, de volgende bijgewerkte informatie aanplakken :

- de bezoektijd of de openingsuren;
- de tarieven van de huisvesting en de tarieven van alle diensten aangeboden door het huis voor collectieve huisvesting;
- het huishoudelijk reglement;
- de lijst van het personeel;
- de lijst van de bewoners;
- het plan van de inrichting en een noodnummer.”.

Art. 18. In hetzelfde hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 5 ingevoegd met als opschrift “Personeel”.

Art. 19. In afdeling 5 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 18, wordt een artikel 694/22 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 694/22. § 1. Het huis voor collectieve huisvesting moet beschikken over een personeel dat aan de volgende kenmerken voldoet :

- een coördinatiefunctie vervuld door een directeur die ter plaatse aanwezig is minstens één dag per week;
- een begeleidingsfunctie die de verwezenlijking van het collectief project en de begeleiding van de bewoners beoogt op basis van een halve voltijds equivalent per aangesneden schijf van 8 bewoners;
- een logistieke functie die bestaat uit keuken- en onderhoudspersoneel, intern of extern in functie van het profiel van de bewoners.

§ 2. Elk personeelslid moet houder zijn van een uittreksel uit het strafregister, naar het model bedoeld in artikel 595 van het Wetboek van Strafvordering, vrij van veroordelingen tot correctionele of criminele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt.

§ 3. De coördinatie-, begeleidings- en logistieke functies moeten minstens door drie verschillende natuurlijke personen worden vervuld.

§ 4. De coördinatiefunctie wordt vervuld door een persoon die houder is van een diploma van het hoger secundair onderwijs erkend door de Franse Gemeenschap. Deze voorwaarde is niet van toepassing op de bestaande inrichtingen die de andere voorwaarden van dit boek naleven als de directeur zijn beroep sinds minstens tien jaar uitoefent. De Regering of diens afgevaardigde bepaalt de bijkomende opleiding die kan worden opgelegd aan de personen die de coördinatiefunctie uitoefenen en de voorwaarden voor de opvolging van deze opleiding.

§ 5. De begeleidingsfunctie kan alleen maar worden vervuld door de houders van een diploma van het hoger secundair onderwijs erkend door de Franse Gemeenschap, op het gebied van hulp of zorg, waarvan de lijst door de Regering wordt vastgelegd.”.

Art. 20. In hetzelfde hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 6 ingevoegd met als opschrift “Oprachten”.

Art. 21. In afdeling 6 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 20, wordt een artikel 694/23 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 694/23, § 1. Het huis voor collectieve huisvesting moet :

a) zijn opdrachten vervullen zonder ten aanzien van de personen in langdurige moeilijkheden een onderscheid te maken in nationaliteit, geloof, opinie of seksuele geaardheid, en met respect voor de ideologische, filosofische of geloofsovertuigingen van de belanghebbenden;

b) beschikken over een levensproject betreffende het geheel van de doelstellingen en middelen omschreven door een huis voor collectieve huisvesting om :

- de samenleving binnen de inrichting te bevorderen;
- via verschillende activiteiten, de bewoners te resocialiseren en ze onafhankelijker te maken;
- als de fysieke, mentale of sociale behoeften van de bewoner het verlangen of als hij de wens daartoe te kennen geeft, elke bewoner te helpen om een meer geschikte huisvestingsplaats of een privaatwoning te vinden;

c) over samenwerkingsovereenkomsten te beschikken met inrichtingen erkend in het kader van dit Wetboek, waarin vastgesteld wordt dat het huis voor collectieve huisvesting in staat is om in geval van nood een beroep te doen op de professionele sector of de diensten die actief zijn op medisch, psychologisch of sociaal gebied in functie van het profiel van de bewoners;

d) een telefoonpermanentie 's nachts aan te bieden behalve als het profiel van de bewoners een permanente aanwezigheid ter plaatse vereist;

e) een maaltijddienst te organiseren behalve als de bewoners in staat zijn om al hun maaltijden alleen voor te bereiden.

§ 2. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de uitwerking en de evaluatie en het model van het levensproject bedoeld in paragraaf 1.

In functie van het profiel van de bewoners, bepaalt de Regering de eisen opgenomen in § 1, c), d) en e), in de erkenning afgegeven aan een huis voor collectieve huisvesting, overeenkomstig dit boek.”.

Art. 22. In hetzelfde hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 7, wordt een afdeling 7 ingevoegd met als opschrift “Opvang van de bewoners”.

Art. 23. In afdeling 7 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 22, wordt een artikel 694/24 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 694/24. Het huis voor collectieve huisvesting is ertoe verplicht elke persoon die daarom verzoekt, een onderkomen te verschaffen, behalve :

1° indien de maximumcapaciteit voor het verschaffen van een onderkomen bereikt is;

2° indien de persoon niet in staat is om de kosten van de huisvesting en de diensten ten laste te nemen.”.

Art. 24. In hetzelfde hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 8 ingevoegd met als opschrift “Registers”.

Art. 25. In afdeling 8 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 24, wordt een artikel 694/25 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 694/25. Het huis voor collectieve huisvesting houdt een register bij van de niet voldane aanvragen. Elke aanvraag bevat de datum van de aanvraag, de naam van de persoon en de reden waarom de huisvesting werd geweigerd. De Regering bepaalt met welke frequentie deze lijst aan onze diensten wordt overgemaakt.”.

Art. 26. In dezelfde afdeling 8 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 694/26 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 694/26. Het huis voor collectieve huisvesting houdt een register bij van de bewoners dat de voornaam en de naam van elke bewoner, zijn geboortedatum en -plaats alsook de datum van zijn intrek in het huis bevat.

Elk einde van het verblijf wordt in het register opgenomen met de datum, de reden van het einde van het verblijf en de bestemming indien bekend."

Art. 27. In hetzelfde hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 9 ingevoegd met als opschrift "Individueel dossier".

Art. 28. In afdeling 9 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 27, wordt een artikel 694/27 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 694/27. Het huis voor collectieve huisvesting opent een individueel dossier voor elke bewoner.

Dat dossier bevat de administratieve en financiële documenten met betrekking tot de toestand van de bewoner. Het dossier bevat op zijn minst de volgende informatie:

- de volledige identificatie van de bewoner;
- de naam van zijn huisdokter;
- in voorkomend geval, de naam en de personalia van zijn bewindvoerder over de goederen;
- de individuele overeenkomst van huisvesting;
- de individuele factuurafrekeningen;
- het sociaal dossier van de bewoner.

Het individueel dossier is toegankelijk voor de bewoner op zijn verzoek tijdens de bezoektijd. Het dossier is ook toegankelijk tijdens de inspecties.

Het individueel dossier moet minstens elektronisch bewaard worden tijdens minstens tien jaar na het vertrek van de bewoner."

Art. 29. In hetzelfde hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 10 ingevoegd met als opschrift "Individuele huisvestingsovereenkomst".

Art. 30. In afdeling 10 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 29, wordt een artikel 694/28 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 694/28. Elke bewoner geniet een individuele huisvestingsovereenkomst met nadere bepaling van de voorwaarden, de tarieven van de huisvesting, het levensproject van de inrichting, de rechten van de bewoner opgenomen in artikel 694/32 en het huishoudelijk reglement.

Deze overeenkomst moet worden ondertekend door de directeur en de bewoner, zijn bewindvoerder over de goederen of de persoon die de bewoner aangewezen zal hebben als vertrouwenspersoon, voorafgaandelijk aan de opname van de bewoner.

De overeenkomst verplicht de bewoner om een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid te nemen.

De inhoud en de modaliteiten van de individuele huisvestingsovereenkomst worden door de Regering bepaald."

Art. 31. In hetzelfde hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 11 ingevoegd met als opschrift "Financiële bijdrage".

Art. 32. In afdeling 11 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 31, wordt een artikel 694/29 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 694/29. Het huis voor collectieve huisvesting kan aan de bewoners een financiële bijdrage vragen in functie van de aangeboden diensten en van de tarieven aangekondigd overeenkomstig het voorschrift van artikel 694/21.

Elke bewoner moet nauwkeurig worden geïnformeerd, vóór zijn intrek in het huis voor collectieve huisvesting, over de prijs die hem maandelijks zal worden gefactureerd voor de huisvesting en de aangeboden diensten.

De bewoner moet ook nauwkeurig geïnformeerd worden van wat er inbegrepen is in de minimumprijs van de huisvesting.

Hij moet geïnformeerd worden over wat hij kan weigeren binnen de aangeboden diensten en over wat hem automatisch gefactureerd zal worden.

Een tariefverandering mag alleen worden toegepast als ze uitdrukkelijk voorzien is in de individuele overeenkomst ondertekend door de voorzitter en de directeur van de inrichting.

Als de overeenkomst een mogelijkheid voorziet om de tarieven te herzien, moet elke wijziging aan de bewoner of aan zijn bewindvoerder over de goederen meegedeeld worden uiterlijk drie maanden vóór de toepassing van het nieuwe tarief."

Art. 33. In dezelfde afdeling 11 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 694/30 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 694/30. Minstens één keer per maand, wordt de bewoner schriftelijk op de hoogte gehouden van zijn financiële toestand en, voor de afgelopen maand, van het bedrag van de financiële bijdrage bedoeld in artikel 694/29."

Art. 34. In dezelfde afdeling 11 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 694/31 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 694/31. Het huis voor collectieve huisvesting moet voldoen aan de minimale vereisten inzake gezondheid en hygiëne.

De logistieke functie is bovendien verplicht om de volgende taken te verzekeren :

- de dagelijkse schoonmaak van de collectieve uitrusting en, op zijn minst, de wekelijkse schoonmaak van de individuele woningen :

- de halfmaandelijke vervanging van het beddengoed. Als het echter bevuild is, wordt het onmiddellijk vervangen."

Art. 35. In hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 7, wordt een afdeling 12 ingevoegd met als opschrift "Rechten van de bewoner".

Art. 36. In afdeling 12 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 35, wordt een artikel 694/32 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 694/32. § 1. Elke bewoner moet een informatie krijgen met betrekking tot de sociale diensten die gevestigd zijn in de gemeente en de omgeving waar het huis voor collectieve huisvesting zich bevindt (soort voorgestelde diensten, adresgegevens, openingsuren).

Deze informatie kan worden aangeplakt overeenkomstig de bepalingen van artikel 694/20.

§ 2. De bewoner, zijn bewindvoerder over de goederen of de persoon die de bewoner aangewezen zal hebben als vertrouwenspersoon, zal op elk ogenblik tijdens de openingsuren van de dienst:

- het individueel dossier van de bewoner kunnen raadplegen;
- de gemeenschappelijke ruimten en de kamer van de bewoner kunnen bezoeken;

- de geldende tarieven kunnen raadplegen.

§ 3. Als de bewoner erom verzoekt om het huis voor collectieve huisvesting te verlaten, moet hij begeleid en geholpen worden in zijn zoektocht naar een privaatwoning of een ander meer geschikte huisvesting.

§ 4. De bewoner moet ook geholpen worden als hij een externe interveniënt op medisch gebied, hulp en zorg wenst te ontvangen of wenst te gaan zien.

§ 5. De hulp en de begeleiding bedoeld in de paragrafen 3 en 4 worden uitgevoerd door een externe dienst, indien beschikbaar, of, bij gebrek, door de persoon die de begeleidingsfunctie uitoefent."

Art. 37. In hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 7, wordt een afdeling 13 ingevoegd met als opschrift "Huishoudelijk reglement".

Art. 38. In afdeling 13 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 37, wordt een artikel 694/33 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 694/33. Het huis voor collectieve huisvesting moet over een huishoudelijk reglement beschikken dat aan de bewoners wordt afgegeven bij aankomst.

In het huishoudelijk reglement wordt er op zijn minst voorzien dat de bewoner het recht heeft om personen, relaties of interveniënten, in zijn privaatwoning uit te nodigen voor zover dat de andere bewoners niet stoort.

Een model van huishoudelijk reglement met minimale regels wordt bepaald door de Regering en aan de huizen voor collectieve huisvesting opgelegd."

Art. 39. In boek VIII van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 4, wordt een hoofdstuk III ingevoegd met als opschrift "Controle en sancties".

Art. 40. In hoofdstuk III van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 39, wordt een afdeling 1 ingevoegd met als opschrift "Controle".

Art. 41. In afdeling 1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 40, wordt een artikel 694/34 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 694/34. De administratieve en kwalitatieve controle van de huizen voor collectieve huisvesting die genieten van een erkenning in het kader van dit boek wordt verzekerd door de ambtenaren aangewezen door de Regering. Deze ambtenaren zijn bekleed met het ambt van politieofficier van de procureur des Konings. Zij zijn ertoe verplicht voor de vrederechter van hun woonplaats de bij het decreet van 20 juli 1831 voorgeschreven eed af te leggen. In de uitoefening van hun opdrachten, kunnen zij:

1° alle controles en onderzoeken verrichten en alle inlichtingen inwinnen die zij nodig achten, met name:

a) het ondervragen van elke persoon over elk feit waarvan de kennis nuttig is voor het uitoefenen van het toezicht;
b) zich elk nuttig document laten overmaken of elk nuttig document zoeken voor de voltooiing van hun opdracht, er een afschrift van nemen of het tegen ontvangstbewijs meenemen;

2° processen-verbaal van vaststelling nalatigheden opmaken die bewijskracht hebben tot het tegendeel bewezen is. Daarvan wordt een afschrift bekendgemaakt binnen de vijftien dagen na vaststelling van de feiten aan de exploitant en de dader. In geval van doorzoeking van de lokalen die een woonplaats uitmaken en bij ontstentenis van de instemming van de bewoner, behalve in uiterst dringende gevallen indien de bijstand aan de in gevaar zijnde ondergebrachte persoon het vereist, hebben de hiervoor genoemde ambtenaren niet toegang tot die lokalen dan krachtens een machtiging van de rechter van de politierechtbank of diens plaatsvervanger. De gemachtigde ambtenaar kan de overtreder een termijn stellen om zich naar de wet te schikken; die termijn kan slechts één keer verlengd worden. Hij stelt de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gevestigd is, hiervan in kennis.

3° de burgemeester van de gemeente waar de inrichting gevestigd is, interpellieren."

Art. 42. In hetzelfde hoofdstuk III van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 2 ingevoegd met als opschrift "Bemiddeling".

Art. 43. In afdeling 2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 42, wordt een artikel 694/35 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 694/35. Er wordt binnen de diensten van het Agentschap een ombudsfunctie opgericht met het oog om de aanvragen van de bewoners van de huizen voor collectieve huisvesting in te zamelen. De Regering bepaalt het bevoegdheidsgebied en de modaliteiten voor de organisatie van de ombudsfunctie."

Art. 44. In hetzelfde hoofdstuk III van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling 3 ingevoegd met als opschrift "Sancties".

Art. 45. In afdeling 3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 44, wordt een artikel 694/36 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 694/36. Met gevangenisstraf van acht dagen tot drie maanden en met geldboete van 25 tot 2.000 euro of met een van die straffen alleen wordt gestraft, degene die rechtstreeks of onrechtstreeks terwijl hij een activiteit of een mandaat uitoefent in een huis voor collectieve huisvesting:

1° op niet-geïndividualiseerde wijze de rekeningen van de ondergebrachte personen beheert;

2° door list, dwang, bedreiging, valse belofte of misbruik makend van de zwakte of ziekte van de ondergebrachte persoon toebehoren, laat overhandigen;

3° gelden of goeden van de ondergebrachte personen beheert, behalve met naleving van de eventueel in overeenstemming met laatstgenoemden overeengekomen voorwaarden;

4° een bewoner in het huis voor collectieve huisvesting tegen zijn wil vasthoudt."

Art. 46. In boek VIII van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 4, wordt een hoofdstuk IV ingevoegd met als opschrift "Overgangs- en slotbepalingen".

Art. 47. In hoofdstuk IV van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 46, wordt een afdeling 1 ingevoegd met als opschrift "Overgangsbepalingen".

Art. 48. In afdeling 1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 47, wordt een artikel 694/37 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 694/37. De huizen voor collectieve huisvesting die onder welke benaming dan ook actief zijn vóór de inwerkingtreding van dit boek, beschikken over een periode van één jaar om een erkenningsaanvraag in te dienen en over een periode van drie jaar om een erkenning van het Gewest te krijgen."

Art. 49. In dezelfde afdeling 1 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 694/38 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 694/38. Het huis voor collectieve huisvesting waarvan de activiteit begonnen is vóór 1 januari 2018 heeft 10 jaar om in orde te zijn op het niveau van de infrastructuur, op voorwaarde dat een concreet plan wordt ontwikkeld met omschrijving van de acties die jaar per jaar uitgevoerd zullen worden om zich aan te passen aan het decreet.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de procedure voor de aanpassing aan de normen."

Art. 50. In dezelfde afdeling 1 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 694/39 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 694/39. De Regering bepaalt de manier waarop de voorziening ingeschreven in dit boek wordt geëvalueerd."

Art. 51. In hoofdstuk IV van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 46, wordt een afdeling 2 ingevoegd met als opschrift "Slotbepalingen".

Art. 52. In afdeling 2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij artikel 51, wordt een artikel 694/40 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 694/40. Dit decreet treedt in werking op de dag bepaald door de Regering in het uitvoeringsbesluit, uiterlijk zes maanden na de bekendmaking van dit boek in het *Belgisch Staatsblad*."

Art. 53. In dezelfde afdeling 2 van hetzelfde Wetboek wordt een artikel 694/41 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 694/41. Op voorstel van het Agentschap, kan de minister, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, aan de erkende huizen voor collectieve huisvesting een tegemoetkoming toekennen die de uitgaven i.v.m. de sociale begeleiding en de integratie van de bewoners dekt op basis van een revalidatieovereenkomst in de zin van artikel 1, 6°, van dit Wetboek."

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 maart 2018.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,
Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen,

Huisvesting en Sportinfrastructuur,

V. DE BUE

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement, 1029 (2017-2018) Nrs. 1 tot 7.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 28 maart 2018.

Bespreking.

Stemming.

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2018/11725]

19 APRIL 2018. — Ordonnantie tot wijziging van de Brusselse Huisvestingscode ter versterking van goed bestuur in de openbare huisvestingssector (1)

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie, wordt verstaan onder :

1° de Code : de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode;

2° de Regering : de Brusselse Hoofdstedelijke Regering.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de Brusselse Huisvestingscode*

Art. 3. Artikel 24 van de Code, vervangen bij de ordonnantie van 11 juli 2013, wordt aangevuld met drie leden, luidend :

« De bepalingen uit onderhavig hoofdstuk zijn eveneens van toepassing op de rechtspersonen, ongeacht hun vorm en aard, van wie de maatschappelijke doelstelling het beheer en de verhuur van een of meerdere woningen bepaalt en waar een of meerdere openbare

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2018/11725]

19 AVRIL 2018. — Ordonnance modifiant le Code bruxellois du Logement, visant à renforcer la bonne gouvernance dans le secteur du logement public (1)

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, l'on entend par :

1° le Code : l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement;

2° le Gouvernement : le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE 2. — *Modifications du Code bruxellois du Logement*

Art. 3. L'article 24 du Code, remplacé par l'ordonnance du 11 juillet 2013, est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

« Les dispositions du présent chapitre s'appliquent également aux personnes morales, quelles que soient leur forme et leur nature, dont l'objet social prévoit la gestion et la mise en location d'un ou plusieurs logements et sur lesquelles un ou plusieurs opérateurs immobiliers